



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 28 MARS 2024

L'an deux mille vingt quatre, le vingt huit mars, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
RIOU Michel (pouvoir à TANGUY Anne)
TRMAL Marie-France (pouvoir à YVINEC Odile)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)

Conseil de Communauté du 28 mars 2024
Délibération n°DCC2024_073

Objet	Garantie d'emprunt BMH - Lotissement de Pen ar Guer à Daoulas
Rapporteur	Michel CORRE
Service	Pôle Aménagement
Thème	Habitat

Michel CORRE donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS

Brest Métropole Habitat sollicite la Communauté pour une garantie d'emprunt sur l'opération suivante :

- Programmation 2021 – Lotissement de Pen ar Guer à Daoulas,
- Construction de 17 logements sociaux locatifs (8 PLUS et 9 PLAio)
- Financement demandé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

	ORGANISME	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
montant	CDC	720 210 €	225 453 €	674 969 €	182 453 €
taux		2,80%	2,80%	3,75%	3,73%
durée		40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

Le plan de financement prévoit la réalisation des prêts auprès de la Caisse des Dépôts pour un montant de 1 803 085 €.
Pour information, montant de l'encours pour l'ensemble des garanties d'emprunt au 31/01/2024: 32 879 742,59 €.

DÉLIBÉRATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu la demande de garantie d'emprunt formulée par BMH relative à la construction de 17 logements locatifs sociaux à Daoulas – Pen ar Guer,
Vu les articles L.5111-4 et L.5214-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,
Vu les articles 2298 et 2305 du Code civil,
Vu le contrat de prêt n° 153 146 en annexe signé entre Brest Métropole Habitat ci-après l'emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,
Considérant la nécessité de poursuivre l'accompagnement de la production de logements locatifs sociaux,
Vu l'avis favorable de la Commission attractivité du 11 mars 2024
Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 6 février 2024

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 803 085 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat

de prêt N° 153 146 constitué de 4 Ligne(s) du prêt. La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 803 085 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération,

Article 2 : apporte la garantie aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement,

Article 3 : s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.